

**ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
au conciliateur fiscal adjoint**

**L'administrateur général des finances publiques, directeur régional des finances publiques  
de La Réunion,**

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret du 14 avril 2016 portant nomination de M. Gilles DESHAYES, administrateur général des finances publiques en qualité de directeur régional des finances publiques de La Réunion ;

Vu la décision du directeur général des finances publiques en date du 18 avril 2016 fixant au 17 mai 2016 la date d'installation de M. Gilles DESHAYES dans les fonctions de directeur régional des finances publiques de La Réunion ;

Vu la décision du 1<sup>er</sup> septembre 2016 désignant madame Aude GUNEAU et messieurs Sébastien DANJOU, Alban MARNIER et Florent REGIS conciliateurs fiscaux adjoints ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Délégation de signature est donnée à madame Aude GUNEAU et messieurs Sébastien DANJOU et Florent REGIS, administrateurs des finances publiques adjoints, et à monsieur Alban MARNIER, inspecteur principal des finances publiques, à l'effet de se prononcer sur les demandes des usagers tendant à la révision d'une décision prise par un service du département dans les limites et conditions suivantes :

1° sans limitation de montant, pour les demandes contentieuses portant sur l'assiette des impôts ;

2° sans limitation de montant, pour les demandes contentieuses de décharge de responsabilité solidaire fondées sur les dispositions du II de l'article 1691 bis du code général des impôts ;

3° dans la limite de 200 000 €, en matière de gracieux fiscal d'assiette et de recouvrement ;


4° dans la limite de 305 000 €, pour les demandes gracieuses de décharge de l'obligation de paiement solidaire fondées sur les dispositions de l'article L. 247 du livre des procédures fiscales ;

5° sans limitation de montant, pour les contestations relatives au recouvrement prévues aux articles L. 281 et L. 283 du livre des procédures fiscales ;

6° sans limitation de montant, pour les décisions relatives aux demandes de plans de règlement.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Fait à Saint Denis le 1<sup>er</sup> septembre 2016



Gilles DESHAYES